

GREENPEACE

L'INFLUENCE GRANDISSANTE (ET ENCORE MÉCONNUE) DU LOBBYING DES GRANDES PÉTROLIÈRES AU NIVEAU FÉDÉRAL

APERÇU

Une nouvelle étude de Greenpeace Canada montre que, d'année en année, les grandes compagnies pétrolières gagnent en influence à Ottawa. Des données issues du Registre fédéral du lobbying révèlent que depuis l'arrivée de Justin Trudeau au poste de premier ministre, les réunions organisées entre les lobbyistes des combustibles fossiles et les fonctionnaires au niveau fédéral ont plus que doublé. Il en résulte qu'Ottawa cède progressivement du terrain à l'industrie pétrolière sur le front de la lutte en faveur d'une législation forte en matière de climat.

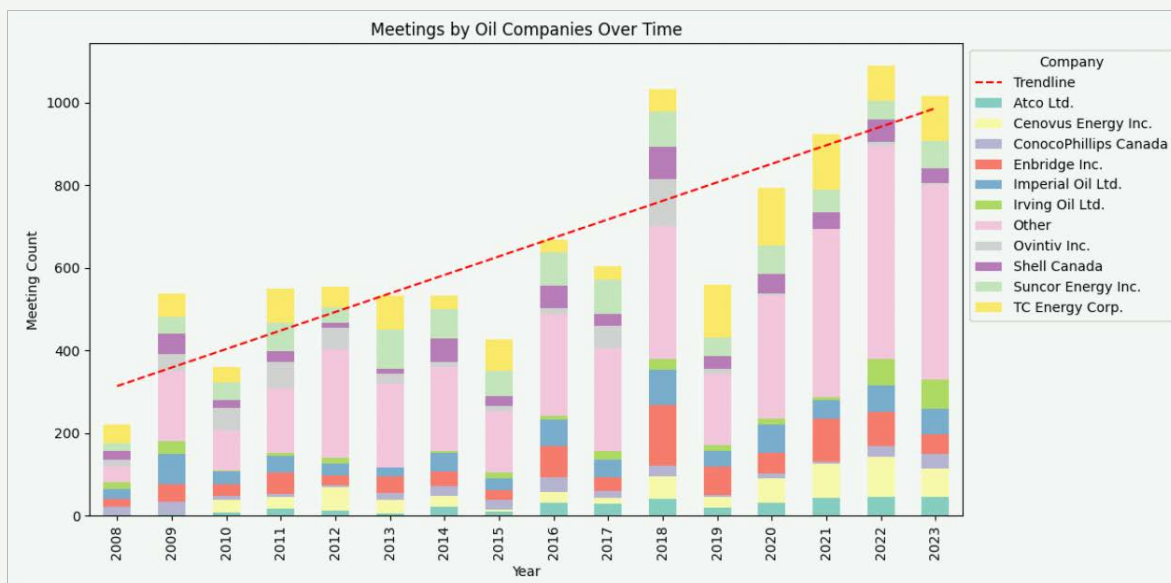
Au Canada, les compagnies pétrolières et gazières sont connues pour les efforts considérables qu'elles déploient pour protéger leurs intérêts. Les initiatives de lobbying se sont depuis toujours concentrées sur la minimisation des réglementations, l'accès aux terres fédérales et étrangères pour l'extraction des ressources et le maintien des subventions publiques. Alimenté par des profits colossaux, le lobbying exercé par cette industrie lui confère une influence redoutable sur l'élaboration des politiques énergétique et environnementale.

L'année dernière, les plus importantes compagnies pétrolières et gazières canadiennes ont atteint un nouveau record en matière de lobbying, totalisant davantage de réunions en 2022 qu'au cours de toute autre année depuis que le registre fédéral a commencé à publier des données. Cependant, en raison de la façon dont la législation fédérale sur le lobbying est rédigée, les données publiques sur le sujet ne nous donnent qu'une image partielle de ce dont les lobbyistes et Ottawa discutent derrière des portes closes. Voici ce que nous savons :

EN CHIFFRES

L'ampleur des activités de lobbying (divulguées) des grandes compagnies pétrolières

- En 2022, les compagnies canadiennes de combustibles fossiles et les groupes de pression identifiés par Greenpeace ont divulgué 1707 communications orales et organisées, c'est-à-dire des rencontres avec des fonctionnaires du gouvernement fédéral.
- En supposant une durée moyenne de 45 minutes par rencontre et de huit heures par journée de travail, les fonctionnaires ont passé l'équivalent de 160 jours, soit près des deux tiers d'une année, à échanger avec les grandes compagnies pétrolières.
- En 2022, les lobbyistes des plus importantes compagnies pétrolières au Canada — notamment Shell Canada et Suncor Énergie — ont divulgué 1088 réunions (soit l'équivalent de 102 jours) avec le gouvernement fédéral. Il s'agit du nombre le plus élevé de réunions organisées au cours d'une année par les compagnies pétrolières canadiennes depuis que le Commissariat au lobbying a commencé à publier en ligne les dossiers relatifs à ce type d'activité au niveau fédéral.
- En 2022, les plus grands groupes de pression liés aux combustibles fossiles — dont l'ACPP et l'Association minière du Canada (AMC) — ont déclaré un total de 619 réunions (soit l'équivalent de 58 jours) avec le gouvernement fédéral.
- Notre analyse suggère que les compagnies pétrolières canadiennes restent en bonne voie pour établir un nouveau record en matière de lobbying en 2023. En date du 8 novembre, elles ont déclaré 1415 réunions avec le gouvernement fédéral, soit l'équivalent de 132 jours en se fondant sur la durée moyenne d'une rencontre et d'une journée de travail citée précédemment.



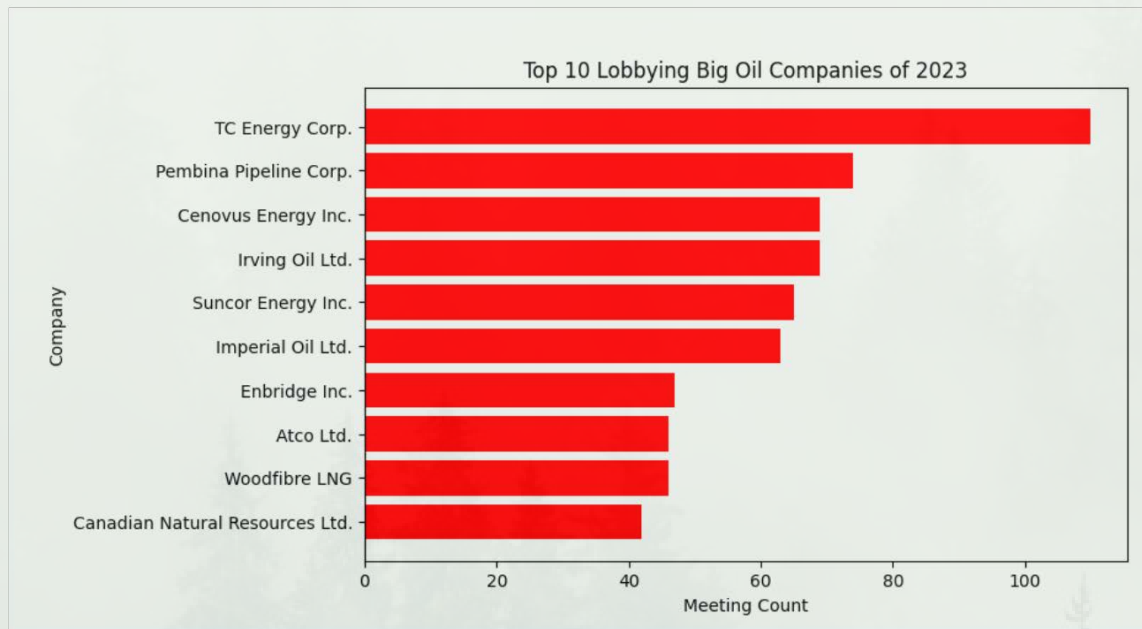
EN CHIFFRES

Les principaux lobbyistes des compagnies pétrolières en 2023

- Au 8 novembre 2023, les compagnies pétrolières et gazières canadiennes ayant divulgué le nombre le plus élevé de réunions avec des fonctionnaires du gouvernement fédéral étaient : Corporation TC Énergie (110 rencontres), Pembina Pipeline Corporation (74 rencontres), Irving Oil (69 rencontres), Cenovus Energy (69 rencontres), et Suncor Énergie (65 rencontres).
- Au 8 novembre 2023, les groupes de pression du secteur canadien des combustibles fossiles ayant divulgué le nombre le plus élevé de réunions avec des fonctionnaires du gouvernement fédéral étaient : l'Association minière du Canada (79 rencontres), Pathways Alliance¹ (75 rencontres), l'Association canadienne des producteurs pétroliers (74 rencontres), l'Association des Explorateurs et Producteurs du Canada (39 rencontres) et l'Association canadienne du propane (36 rencontres).
- Malgré son statut de nouveau venu, Pathways Alliance — un consortium de compagnies pétrolières désireuses de « tracer une voie claire vers des activités d'exploitation carboneutres » — est devenu un groupe de pression de premier plan, surpassant l'ACPP qui détenait la première place en termes de nombre de réunions en 2022 parmi les groupes de pression du secteur des combustibles fossiles.
- Les six compagnies qui composent Pathways Alliance — Canadian Natural Resources Limited, Cenovus Energy, ConocoPhillips, Imperial Oil, MEG Energy et Suncor Énergie — représentent 95% de la production de pétrole issu des sables bitumineux au Canada.

¹ Alliance Nouvelles voies – le groupe est enregistré sous son appellation anglophone dans les registres fédéraux.

LA DIVULGATION DES ACTIVITÉS DE LOBBYING N'EST PAS SYSTÉMATIQUE



Malgré l'augmentation notable des activités de lobbying des compagnies pétrolières, les recherches de Greenpeace ne permettent pas de dresser un tableau complet de l'influence de cette industrie en raison des failles qui existent dans les lois fédérales canadiennes relatives au lobbyisme. En vertu de la législation actuelle, les fonctionnaires du gouvernement fédéral ne sont dans l'obligation de déclarer que les réunions qui répondent aux trois critères spécifiques suivants :

- ⊗ la communication doit avoir été « orale et organisée »;
- ⊗ la communication doit avoir été organisée avec des titulaires d'une charge publique désignée, c'est-à-dire des personnes élues ou des membres de la haute fonction publique fédérale;
- ⊗ l'octroi d'un « avantage financier », tel qu'une subvention ou une contribution, doit avoir été abordé.

Ces critères limités du commissariat fédéral pour déterminer ce qui peut être considéré comme du lobbying signifient que chacune des situations suivantes est légalement susceptible de ne pas être divulguée dans le registre fédéral :

- ⊗ un·e titulaire d'une charge publique désignée a pris contact et s'est entretenu·e longuement avec un·e lobbyiste, mais uniquement par courrier électronique;
- ⊗ un·e titulaire d'une charge publique désignée a pris l'initiative d'une réunion avec un·e lobbyiste et a prétendu que seul la législation, la réglementation, les politiques ou les programmes ont fait l'objet d'une discussion;
- ⊗ un·e titulaire d'une charge publique non désignée, c'est-à-dire un·e employé·e subalterne, a pris contact avec un·e lobbyiste pour discuter d'une subvention;
- ⊗ un·e dirigeant·e d'entreprise, dont la fonction principale n'est pas de faire du lobbying, a pris contact avec un·e titulaire d'une charge publique désignée pour une réunion.

Par conséquent, si l'ensemble des interactions avec les fonctionnaires du gouvernement fédéral ne sont pas soumises aux mêmes exigences de divulgation, il est impossible pour les Canadien·nes d'obtenir un portrait fidèle de l'influence qu'exerce l'industrie pétrolière sur les responsables politiques dans des domaines tels que la réglementation environnementale ou la politique énergétique.